

2019

La mondialisation, nouvelle opportunité pour l'économie sociale et solidaire ?



Groupe Terre asbl

22/03/2019

Table des matières

Introduction – La mondialisation, constats et dérives	2
L'économie sociale et solidaire dans des marchés mondialisés. Témoignage de deux entrepreneurs.....	5
L'économie sociale et solidaire, c'est quoi ?	5
Présentation des intervenants	6
Pourquoi avoir grandi ?	7
De quelle mondialisation rêvez-vous ?	8
Démocratie et économie sociale et solidaire, quels défis au niveau international ?.....	11
Présentation des intervenants	11
Intervention d'Yves Leterme	11
Intervention de Victor Meseguer	12
De quelle mondialisation rêvez-vous ?	14
Une économie sociale et solidaire mondialisée : quelles solutions ?	16
Intervention d'Isabelle Ferreras.....	16
Plénière	16
Annexes	21
Présentation des structures représentées.....	21
ESS-SSE Forum International.....	21
Groupe Up.....	21
Groupe Terre asbl et TESS GEIE	22
UCLouvain	22
IDEA.....	22
Social Economy Europe.....	23
Animation du colloque.....	23
Nathalie Croisé.....	23
Tonu	23
Après-colloque	23

Toute reproduction, même partielle, des textes et des illustrations parus dans ces actes est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Textes retranscrits par Geneviève Godard, Groupe Terre asbl – Couverture : photo de José Constant, © Groupe Terre asbl

Avec le soutien de



Introduction – La mondialisation, constats et dérives

François Malaise

Bonjour à tous. Tout d'abord, je voudrais vous remercier de votre présence, chers collègues, chers amis, mais aussi vous, la jeunesse, qui venez découvrir un autre mode de fonctionnement.

Le groupe Terre, douze entreprises d'économie sociale qui ont un projet un peu fou : mettre l'outil économique au service de l'Homme, au service des plus démunis, que ce soit ici en Belgique ou dans les pays du Sud. Vous verrez que nos activités sont confrontées à une nouvelle dimension qui s'invite à nous : la mondialisation.

J'espère que vous pourrez prendre goût à notre type de projet et que nous pourrions vous donner des éléments vous permettant de développer votre sens critique par rapport aux différents types d'entrepreneuriat et particulièrement au nôtre.

Je vous présente Nathalie qui va animer le débat aujourd'hui.

Aujourd'hui, vous êtes dans une de nos entreprises qui s'appelle Terre asbl. Je voudrais remercier chaleureusement les travailleurs de Couillet qui ont aménagé les lieux pour nous accueillir. J'ai aussi un remerciement particulier pour Simon, le responsable du site, à qui on a demandé beaucoup ces dernières semaines pour pouvoir faire en sorte que ce colloque ait lieu.

Un grand merci à eux et bon colloque !

Nathalie Croisé

Merci, François, pour cette introduction. Je suis ravie d'être avec vous pour ce colloque. Je suis Nathalie Croisé, journaliste spécialiste des questions de transition écologique.

Le groupe Terre fête ses 70 ans, c'est dans ce cadre qu'il a organisé ce colloque autour de cette thématique : *La mondialisation, nouvelle opportunité pour l'économie sociale et solidaire ?* On le sait, un changement d'échelle est indispensable pour que les entreprises d'économie sociale et solidaire continuent à exister dans un contexte mondialisé. Ce colloque va permettre de partager des expériences d'entreprises qui sont confrontées à cette mondialisation.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons nous aborder la notion de mondialisation par un micro-trottoir. On a demandé à des passants et à des travailleurs de Terre asbl de nous livrer leur perception de la mondialisation. Représente-t-elle une chance ou une menace ? Et de quelle mondialisation rêvent-ils ?



Figure 1 — La mondialisation, pour vous, c'est quoi ? – Cette vidéo est disponible ici : <https://youtu.be/idbpbKDv8H4>

On le voit, les avis sont partagés. Certains parlent de chance, d'autres de menace. Mais en revanche, quand on demande de quelle mondialisation ils rêvent, tout le monde parle d'une mondialisation humaine où chacun puisse trouver son compte.

Après ce micro-trottoir, poursuivons avec un état des lieux sur les opportunités et les dérives de la mondialisation, les exclusions qui sont causées par le système économique mondialisé et aussi l'alternative que peut proposer l'économie sociale et solidaire. C'est pourquoi j'invite Eva Cantele à venir me rejoindre sur scène. Elle est coordinatrice d'ESS Forum International qui valorise et promeut l'économie sociale et solidaire depuis plus de dix ans, un vrai laboratoire d'idées. Merci d'être avec nous pour cette introduction au sujet de la mondialisation.

Eva Cantele

Bonjour à tous, bonjour à toutes. C'est vraiment un plaisir d'être ici. C'est une de mes premières interventions en tant que coordinatrice d'ESS Forum International.

On se pose la question de la mondialisation : est-ce une menace, une chance ? Pour rebondir sur la vidéo qu'on vient de voir, on le voit bien, on a tous une opinion, une idée de ce qu'est la mondialisation et pour cause, on n'y échappe pas, on n'y échappe plus. C'est devenu, au fil des décennies, une péripétie économique, mais également une dynamique institutionnelle et de gouvernance de plus en plus poussée et qui génère des dynamiques sociétales et culturelles. C'est une transformation, une mutation qui affecte non seulement les états à différents niveaux de gouvernance, mais également les entreprises, les organisations non gouvernementales, les associations et surtout les individus que nous sommes. On le voit bien dans cette vidéo, on a pourtant un projet commun (un monsieur parle d'un projet humain, d'un projet citoyen) et des valeurs communes ou tout au moins une vision selon laquelle l'humain ne peut pas être à la merci de l'économie. L'économie devrait être structurée de telle manière à ce qu'elle permette à tous les êtres de vivre une existence digne, épanouissante même, et à préserver les communs qui rendent cela possible. C'était d'ailleurs le projet d'une mondialisation heureuse qui avait été conçu au départ, une promesse d'un avenir meilleur qui a justifié l'accélération des échanges et la restructuration de l'économie à l'échelle planétaire et qui a aussi créé un certain nombre d'institutions mondiales, internationales, à savoir l'Organisation Mondiale du Commerce, le FMI, la Banque Mondiale et donc, de ce fait, restructuré la gouvernance mondiale.

Pourtant, notre ère mondialisée est profondément paradoxale. D'une part, nous sommes mieux équipés que jamais dans l'histoire de l'humanité puisque nous avons les moyens d'éradiquer la pauvreté. D'autre part, nous sommes devenus complètement interdépendants, car la population mondiale a triplé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et nous avons tous les mêmes besoins en ressources vitales. Malgré

cela, on est quand même confrontés à un creusement abyssal des inégalités, à l'épuisement de nos ressources vitales, à un bouleversement climatique. Ce qui est en cause, c'est une logique exclusivement centrée sur le profit, sur la rentabilité qui amène à des vagues de privatisation des biens collectifs. On le voit en ce moment en France avec beaucoup de projets de privatisation. Ça amène aussi à l'accaparement, la concentration, la surexploitation des terres et des ressources naturelles. Le transfert de l'outil de production dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère, avec beaucoup de projets de délocalisation, le renforcement de la mainmise des entreprises multinationales et l'émergence d'accords commerciaux, comme le CETA¹ et le TAFTA², qui rendent encore plus présentes ces logiques basées sur le profit et qui ne permettent pas la reprise en main citoyenne de notre économie.

Cette logique crée des inégalités entre les blocs Nord-Sud qui sont divisés, entre les continents, les pays, les régions, les individus, les villes... Nous avons un certain sentiment d'inégalité, de ne pas tous être logés à la même enseigne. Il se crée des écarts entre gagnants et perdants de la mondialisation. C'est un concept qui a été très utilisé dernièrement dans le débat public.

Finalement, ce sentiment d'inégalité, de non-réciprocité, de concurrence, de compétitivité crée une espèce de vertige de l'échelle mondiale. Le mondial peut aussi être violent, il est exogène, il fait peur et c'est un terrain propice au repli sur soi. Il y a donc urgence. Nous sommes dans une espèce de carrefour critique pour les générations du XXI^e siècle. On a cette responsabilité historique. On a vu qu'elle a été saisie par notre génération qui est sortie dans la rue vendredi dernier dans 2000 villes, dans plus de 150 pays, de Nairobi à Sydney, en passant par Paris, Bratislava, New Delhi ou Kampala. Cette mobilisation en masse forge les contours d'une action collective nouvelle qui aspire à une contestation transnationale autour d'une problématique globale, la catastrophe climatique, qu'il faut résoudre de manière collective.

Il y a aussi cette mobilisation en masse qui se crée en réponse à la disparition des formes et des voies de dialogue avec les institutions et qui compose une société civile globale qui réagit à ces métamorphoses contemporaines, telles que la mondialisation.

Nous, entreprises de l'ESS, notre objectif est de faire changer l'ESS d'échelle. Il faut que ce soit le moteur d'une nouvelle dynamique de mondialisation qui mette l'humain en son socle et qui puisse être efficace pour rivaliser avec l'économie traditionnelle, avec l'économie dominante. Pour y contribuer, mon organisation, ESS Forum International, a été conçue dans cet objectif-là. L'idée est de réunir, de rassembler des acteurs de l'ESS, des petits, des gros, dans un réseau international qui permette d'influencer les décideurs publics, de rassembler les acteurs de l'ESS autour de forums, autour de conférences sectorielles et internationales et de partager les expériences à travers une agora internationale des projets. Il y a tout un tissu d'institutions européennes, internationales, intercontinentales qui nous permet de croire que cet écosystème a un potentiel pour faire changer d'échelle l'ESS et reformater l'économie. Une chose est sûre, il est temps d'oser l'ESS à grande échelle.

Nathalie Croisé

Merci, Eva Cantele, vous avez dressé un portrait, mais aussi adressé un message très positif. C'est tout l'objectif de parler ici de ce changement d'échelle. C'est pourquoi nous en arrivons maintenant au sujet de l'économie sociale dans des marchés mondialisés.

¹ Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada

² Traité de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis

L'économie sociale et solidaire dans des marchés mondialisés. Témoignage de deux entrepreneurs

L'économie sociale et solidaire, c'est quoi ?

L'économie sociale et solidaire englobe une multitude d'acteurs différents rassemblés autour de valeurs communes. La *Conférence Européenne Permanente des coopératives, mutualités, associations et fondations*, qui est depuis devenue *Social Economy Europe*, a dressé une liste de sept critères définissant l'économie sociale et solidaire :

- primauté de la personne et de l'objet social sur le capital
- adhésion volontaire et ouverte
- contrôle démocratique par les membres (à l'exception des fondations, qui en sont dépourvues)
- conciliation des intérêts des membres et des usagers, d'une part, et de l'intérêt général, d'autre part
- défense et application des principes de solidarité et de responsabilité
- autonomie de gestion et indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics
- affectation de la majeure partie des excédents à la réalisation d'objectifs qui favorisent le développement durable et servent les prestations pour les membres et l'intérêt général

Ces principes sont ici illustrés par Tonu.



Figure 2 — Les 7 critères de la Conférence Européenne Permanente des coopératives, mutualités, associations et fondations (CEP-CMAF)³

³ Déclaration finale commune des organisations européennes de l'économie sociale, CEP-CMAF, 20 juin 2002

En introduction à la table ronde, découvrons comment la jeune génération perçoit le concept de mondialisation grâce à un micro-trottoir, réalisé cette fois des étudiants de la Haute École Provinciale de Hainaut Condorcet de la catégorie économique, section commerce extérieur.



Figure 3 — Micro-trottoir des étudiants de la HEPH Hainaut Condorcet – Cette vidéo est disponible ici : <https://youtu.be/W2zq1GNLUFo>

Présentation des intervenants

William Wauters

Je préside le groupe Terre, un groupe de douze entreprises d'économie sociale. Nous employons 450 personnes. Nous sommes présents principalement dans les secteurs de la récupération des vêtements usagés et du papier-carton, mais nous faisons aussi du transport, de la production de panneaux isolants acoustiques, du déménagement, de la location de cuistax, de l'hébergement. Nous venons en appui à des entreprises d'économie sociale en Afrique et en Amérique latine. L'originalité de nos entreprises, c'est qu'elles fonctionnent toutes en gestion participative. Et notre mode de gestion repose sur le principe de la démocratie directe.

Je préside aussi TESS, un Groupement Européen d'Intérêt Économique constitué par cinq entreprises d'économie sociale (Vestisolidal à Milan en Italie, Formacio i Treball à Barcelone en Espagne, Le Relais Est à Wittenheim en France, Terre asbl et Oxfam Solidarité ici en Belgique) qui ont décidé d'unir leurs efforts pour pouvoir répondre au défi de la mondialisation.

Arnaud Breuil

Je représente le Groupe Up, une entreprise en France à l'origine qui est constituée sous forme de SCOP (Société Coopérative et Participative). C'est un statut particulier qu'on retrouve dans un certain nombre de pays dans le monde et qui ont toutes les caractéristiques qui ont été rappelées ici, avec la particularité que ce sont des entreprises qui sont détenues par leurs salariés. Chez UP, c'est 100 % des salariés en France qui détiennent l'entreprise. De là découle une gestion démocratique avec une assemblée générale et des élections régulières pour élire nos dirigeants. Nous nous sommes beaucoup développés dans le monde puisque, depuis hier, nous sommes présents dans vingt pays dans le monde. On vient d'ouvrir une filiale en Colombie.

Pourquoi avoir grandi ?

Nathalie Croisé

Pourquoi chacun de vos groupes a-t-il grandi ? Pour le Groupe Up, c'était dès les origines : créé en 1964, il y a eu très vite l'aspiration à une internationalisation.

Arnaud Breuil

L'aspiration à l'internationalisation est venue après. Il y a d'abord eu une aspiration à la diversification. L'activité du Groupe Up, c'est d'émettre des titres de service, des titres payés. Le plus connu d'entre eux, en tout cas en France, c'est le Chèque Déjeuner – on était et on est aujourd'hui encore plus connu sous notre ancien nom, à savoir le groupe Chèque Déjeuner. Dans un premier temps, on était monopays monoproduit. Dans les années 70-80, il y a eu une volonté de commencer à se diversifier, d'abord sur d'autres domaines d'activité et seulement à partir des années 90, à développer une activité à l'international et voir ce que l'on pouvait faire de l'autre côté des frontières.

Il y a d'abord eu une volonté de se développer dans les pays d'Europe, en Italie et en Espagne en premier lieu et puis progressivement dans beaucoup de pays de l'Europe de l'Est. On a fait une première tentative en Belgique il y a quelques années qui n'a pas été couronnée de succès et puis on a décidé d'y revenir, il y a trois ans maintenant, en se portant acquéreur de Monizze. Le groupe Terre est d'ailleurs client de Monizze pour la carte repas de ses salariés. Nous nous sommes donc d'abord développés en Europe et puis progressivement, on a tenté une aventure en Turquie en 2009, où nous avons maintenant 350 salariés. On a passé la Méditerranée puisqu'on est présent au Maroc et en Tunisie. À partir de 2014, il y a eu une très forte accélération de notre développement à l'international puisque notre principale filiale aujourd'hui à l'international, c'est le Mexique, avec 450 salariés, et le Brésil, avec près de 400. Vous le voyez, avec l'acquisition de notre filiale en Colombie, on a une implantation forte sur l'Amérique latine.

William Wauters

Pour vous expliquer la raison du changement d'échelle, je vais revenir sur une question que m'avait posée un journaliste ; il m'avait dit « aujourd'hui que le secteur des déchets est devenu un secteur porteur, vers quelle niche allez-vous réorienter vos activités ? » Là, il y a eu un effet miroir. J'ai pris une gifle colossale : je croyais que j'étais en train de changer le monde et on me dit « non, vous êtes dans une niche, vous êtes un emplâtre sur une jambe de bois ». C'est de là que vient la motivation de dire « non, il faut qu'on change d'échelle, qu'on montre qu'on est capable aussi en dehors de notre niche ». Ça, c'est la première motivation.

Et puis, quand on est dans le secteur de la récupération textile, il faut être très attentif à tout ce qui se passe au niveau de l'habillement. Donc, on va se promener dans les magasins, chez H&M par exemple. Que voit-on au comptoir chez H&M ? Dans tous les magasins, il y a un système de collecte des vêtements usagés contre des bons d'achat. C'est évidemment une opération marketing, mais c'est aussi certainement un enjeu stratégique pour H&M qui se positionne pour avoir la matière première pour fabriquer les vêtements de demain puisqu'on est maintenant dans une économie circulaire. L'année passée, H&M a collecté 16.000 tonnes de vêtements usagés. Nous aussi, l'année passée, on a collecté 16.000 tonnes de vêtements usagés.

On s'est donc dit qu'il fallait aller voir H&M pour voir si on ne pourrait pas avoir un partenariat pour valoriser les vêtements collectés en Belgique. On a frappé à la porte de H&M Belgique qui nous a répondu qu'elle ne faisait qu'exécuter les ordres de la direction générale en Suède. Nous sommes alors allés frapper à la porte de H&M Suède. Là, la porte, elle ne s'ouvre même pas, il n'y a qu'une petite lorgnette qui s'ouvre :

- *Vous êtes qui ?*
- *Terre Belgique*
- *Qui ?*
- *Terre Belgique, un des leaders belges de la récupération textile*
- *Et vous êtes actif où ailleurs dans le monde ?*
- *Ah ben nulle part...*
- *Vous reviendrez plus tard alors !*

De là vient la motivation de changer d'échelle. C'est vrai que très tôt dans notre histoire, nous avons eu des projets internationaux, mais nous n'avions pas la structure pour répondre à ce défi-là. Par contre, nous avons beaucoup d'amis d'économie sociale dans le monde. Avec nos amis italiens, espagnols, français et belges, on a réuni nos forces pour répondre au défi de la mondialisation. Ainsi, cette année, nous allons ouvrir, grâce à ce regroupement, un bureau en Afrique et, je l'espère, l'année prochaine un bureau en Uruguay qui nous permettront de répondre à ces défis.

Nathalie Croisé

Finale­ment, vous avez besoin d'être mondialisé pour vous adresser à de grands groupes mondiaux. Il n'y a pas d'autre solution. Est-ce la même chose pour le Groupe UP ?

Arnaud Breuil

Pour ce qui concerne notre activité, ce que nous produisons comme solutions, comme produits et services, répond à des besoins économiques et sociaux. Le titre repas, c'est une réponse à la question de l'alimentation des travailleurs pendant la journée, quand ils travaillent. Aujourd'hui, nous développons des logiciels qui accompagnent par exemple la question des services à la personne dans de très nombreux pays d'implantation. C'est finalement assez simple pour nous : on a un savoir-faire, une expertise, on va la mettre à disposition dans un contexte économique et social dans nos pays d'implantation.

Dans les sept principes qui ont été présentés, il y a une caractéristique qui n'est pas évoquée : c'est le fait que l'économie sociale et solidaire est avant tout une économie territorialisée. L'enjeu pour nous, ce n'est pas d'exporter un modèle et des modes de fonctionnement. C'est d'arriver dans les pays dans lesquels on décide d'investir, de voir ce qui existe, ce qui se fait et de contribuer à apporter des réponses en termes de moyens de paiement, de solutions. Et d'orienter aussi la consommation vers des choix qui sont plus responsables. Cet enjeu-là est mondial, il ne concerne pas que nos petits pays européens.

La mondialisation est un phénomène très ancien, mais il y a une phase d'accélération avec la digitalisation de l'économie, la numérisation, les nouvelles formes d'emploi atypiques. Ces questions-là nous intéressent. À nous, acteurs d'économie sociale et solidaire, d'inventer les réponses et donc les solutions industrielles, économiques, qui permettent de rendre tangibles ces réponses pour les populations auxquelles on destine nos produits et nos solutions.

De quelle mondialisation rêvez-vous ?

Nathalie Croisé

La question que je vous pose maintenant est la question fil rouge de cette matinée : de quelle mondialisation rêvez-vous ?

William Wauters

Pour répondre à cette question, je vais d'abord parler d'un reportage que j'ai vu cette semaine. Il était filmé dans un Mc Donald à Dubaï. On y voyait un Émirati qui expliquait qu'il adorait venir au Mc Do, que la nourriture était délicieuse, que le restaurant était magnifique, qu'il y passait de super bons moments. Et en même temps, il expliquait qu'il venait de subir une ablation d'une partie de l'estomac parce qu'il avait une surcharge pondérale considérable et que c'était la seule solution pour le maîtriser. Voilà une vision dramatique de la mondialisation, du point de vue de la santé et du point de vue culturel.

Dans cet atelier, ici, nous récupérons des t-shirts. Quand un t-shirt ne peut plus être porté, on le transforme en chiffon d'essuyage pour l'industrie. D'un point de vue économique, nous aurions intérêt à envoyer ce t-shirt en Hongrie, à le faire transformer en chiffons et à les conditionner en Hongrie, puis à les faire revenir en Belgique pour les vendre aux entreprises belges. C'est dramatique d'un point de vue environnemental. Et pour la Belgique, c'est dramatique d'un point de vue social. C'est vraiment une mondialisation qu'on ne veut pas.

De quoi je rêve ? Je rêve d'une phéromone magique. Je vais expliquer pour ceux qui ne savent pas ce que sont les phéromones. Soit vous êtes déjà tombés amoureux, soit si ce n'est pas le cas, vous allez tomber amoureux prochainement, ne vous inquiétez pas, parce qu'on est programmé comme ça. L'espèce humaine est programmée pour se reproduire. Pour être certain que nous nous reproduisons, on dégage à certains moments des substances chimiques, les phéromones, qui nous obligent à nous rencontrer pour nous accoupler. Ce qu'on croit être un coup de foudre quand on tombe amoureux, c'est une réaction chimique. Là, je casse le romantisme. Mais ne vous tracassez pas : après s'être rencontré, on passe parfois des moments ensemble, puis on peut développer une véritable relation amoureuse. Mais au départ, c'est chimique.

Moi, je rêve d'une phéromone magique qui serait dans l'atmosphère ici en Belgique, dans tous les pays, sur tous les continents et qui ferait en sorte que toutes les personnes auraient une envie irrésistible de ne plus déléguer leurs responsabilités à des représentants, que ce soit dans notre vie de citoyen ou dans les entreprises. Dans les entreprises, qu'est-ce que ça donnerait ? Quand on ne veut plus déléguer nos responsabilités, on commence à être passionné par l'entreprise, on veut partager toutes les informations, on se met autour de la table, on sait tout ce qui se passe, tous les enjeux, on prend ensemble les décisions les meilleures pour le plus grand nombre. Et comme toutes les entreprises fonctionnent comme ça, on va construire une économie respectueuse des gens et de leur environnement. Ça, c'est la version idyllique.

Entre la version cauchemardesque et la version idyllique, il y a la réalité. Et pour la réalité, je vais paraphraser Johnny : j'espère que des moments comme aujourd'hui vont vous donner l'envie d'avoir envie de changer les règles du jeu. Et pour en être certain, vous ne le savez pas, mais il y a des diffuseurs de phéromone magique ici dans l'atelier. Quand vous allez sortir, vous aurez envie de changer le monde. Mais attention, la phéromone magique a un effet très court, vous êtes obligés de vous mettre en marche tout de suite.

Arnaud Breuil

Difficile de rebondir après une conclusion comme celle-là ! Moi, je vais utiliser une autre métaphore.

Je pense que la mondialisation, c'est un phénomène inéluctable. Quand on parle de mondialisation telle qu'on l'entend aujourd'hui, notamment appliquée au domaine économique, ça reste essentiellement une mondialisation qui concerne le transfert de marchandises, de capitaux, accessoirement un petit peu des personnes. Mais en tout cas aujourd'hui, sauf à revenir à des frontières, à des barrières-bannières et des

murs comme certains tentent d'en construire aujourd'hui, la lutte contre la mondialisation est impossible à organiser. Le rôle de l'économie sociale et solidaire, ce n'est pas de lutter contre la mondialisation.

La métaphore que je vais utiliser, c'est celle du sachet de thé. Je ne sais pas si vous avez déjà essayé d'infuser un sachet de thé dans de l'eau froide, mais ça ne marche pas trop. Le rôle que nous avons, acteurs d'économie sociale et solidaire, c'est de faire chauffer cette eau pour que les valeurs et les principes dont nous sommes les promoteurs et qui ont été rappelés tout à l'heure s'infusent dans l'économie mondiale. On s'en rend compte aujourd'hui, il y a, non pas des centaines, non pas des milliers, mais des millions d'initiatives d'acteurs entrepreneuriaux diverses et variées. Ces principes et ces valeurs se retrouvent aujourd'hui sur tous les continents, quels que soient les secteurs d'activités. Notre rôle à nous tous, citoyens engagés qui veulent faire que ces principes-là se diffusent, si on veut construire une économie qui soit respectueuse de l'homme et de son environnement, c'est à nous de prendre cette responsabilité. Quel que soit le secteur d'activité, je m'adresse surtout aux plus jeunes qui ne sont pas encore en activité, c'est de faire en sorte à ce que, dans votre métier, dans votre entreprise, en tant que salarié, bénévole, acteur de la société civile, vous soyez capable de porter ce message, pas seulement sur le plan de la théorie comme on vient de le faire au titre d'un plaidoyer, mais aussi concrètement au quotidien de faire vivre ces entreprises, ces associations, ces mutuelles. Tout ce qui caractérise l'économie sociale et solidaire a besoin de l'engagement des individus. Je pense que la mondialisation dont on peut rêver, c'est celle-là, celle dans laquelle de nombreux citoyens, quels que soient les continents, quels que soient les pays puissent s'engager pour faire vivre les projets qui permettent d'aborder l'avenir avec un peu plus d'espoir et de sérénité.

Démocratie et économie sociale et solidaire, quels défis au niveau international ?

Présentation des intervenants

Nathalie Croisé

Yves Leterme, vous avez été Premier Ministre, vous êtes à présent Secrétaire Général de l'IDEA, l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance électorale. Victor Meseguer, vous êtes directeur de Social Economy Europe, la voix des entreprises et des organisations de l'économie sociale et solidaire en Europe.

Intervention d'Yves Leterme

Merci. Bonjour à tous et félicitations à Groupe Terre asbl d'organiser ce colloque. Mon fils Thomas m'a déjà beaucoup parlé de Terre et je suis très heureux de voir à quel point c'est une organisation dynamique.

Je crois que la thématique et le colloque en soi viennent vraiment au bon moment. Je ne veux pas prêcher la naïveté, mais je suis persuadé qu'on vit des moments où beaucoup de choses se passent la société dans sa globalité, chez les acteurs politiques, mais aussi dans la société civile. Mon bureau en Suède – je dirige depuis cinq ans une organisation qui s'occupe de gouvernance démocratique, d'appropriation par les citoyens de ce qui se passe au-dessus de leur tête. La fenêtre de mon bureau donne sur les mètres carrés où Eva Thunberg, la jeune Suédoise, a commencé son action il y a quatre-cinq mois. Elle a commencé toute seule, quand il faisait d'ailleurs très mauvais en Suède. Le fait que, si rapidement, cette action se disperse de par le monde, c'est naturellement une mondialisation du débat politique. Cela montre qu'il y a une conscientisation, que la mondialisation économique a atteint des dimensions qui ne sont plus soutenables, qui ne sont plus durables. Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer le changement des mentalités, sans être naïf, car c'est vrai qu'il y a beaucoup de travail à faire. Mais il y a une assise, une légitimité de plus en plus forte au sein de la population pour un discours plus nuancé que cette approche anglo-saxonne du libre-échange, d'économie de marché, sans prendre en compte les éléments de durabilité environnementale, ce sur quoi les jeunes maintenant sont focalisés, mais aussi la soutenabilité sociale et économique.

On m'a demandé de dire quelques mots sur le cadre européen. Ce cadre européen, c'est vrai, a commencé comme un projet de paix, un projet de liberté. C'est d'ailleurs toujours perçu comme tel par les concitoyens européens de l'Europe Centrale et Orientale. Ça a commencé comme un projet de paix, c'est devenu un projet de marché unique, de libre-échange, très anglo-saxon. Ça a apporté beaucoup de bien. Mais en route on a perdu un peu cette spécificité européenne qui est celle du Benelux, de la France, de l'Allemagne, de ces économies où on tient beaucoup compte du social, de l'inclusion : stimuler les gens qui veulent aller de l'avant, mais aussi que tout le monde puisse participer au processus économique, la distribution de ce qui est créé comme valeur ajoutée. Je crois d'ailleurs que c'est peut-être une dimension bénéfique du Brexit : qu'on se retrouvera un peu plus entre nous qui avons une vision moins anglo-saxonne du développement.

Au sein de la population, et politiquement aussi, il y a un moment-temps qui se crée, qu'il faut saisir – pour revenir à la thématique d'aujourd'hui – pour renforcer l'action pour l'économie sociale. Je voudrais, en vous provoquant peut-être un peu, vous dire qu'il ne faut pas donner la priorité à une focalisation sur l'économie sociale en tant que secteur. C'est très important en effet – nous sommes à 65 jours des élections européennes – de renforcer la position de l'économie sociale vis-à-vis des instances européennes, l'accès aux fonds structurels, l'accès aux financements, un statut européen pour les entreprises d'économie sociale. Mais je crois qu'il faut aussi, partant de vos activités, de votre dynamisme, de votre approche qui est l'approche de l'avenir, comme l'a dit précédemment un des intervenants, essayer de rendre plus

inclusives les autres entreprises, les entreprises mondiales, internationales où il y a aussi des choses qui bougent. Je conseille par exemple le repositionnement de Volkswagen. Au sein de Volkswagen, c'est vraiment la priorité : comment, après la crise du dieseldgate, le rendre le plus grand groupe automobile mondial plus durable d'un point de vue social ? Pas seulement économique (ils font d'énormes profits), pas seulement environnemental, mais avoir de nouveau cette approche européenne, allemande, scandinave, de rendre les processus économiques plus inclusifs.

Ça me frappe que vos organisations se dirigent spontanément vers l'Amérique latine, vers le Sud de l'Europe. C'est aussi le symptôme du fait qu'en Scandinavie, même en Allemagne, ça a été le cas en partie en Belgique, la démarche inclusive fait partie de l'économie « normale », mainstream. Il faut non seulement renforcer et investir dans l'économie sociale au sens strict du terme, mais aussi, partant des philosophies que vous développez, essayer d'imbiber les acteurs économiques. Ces gros groupes internationaux réalisent de plus en plus que s'ils veulent continuer à exister, ils doivent tenir compte de ce basculement de l'opinion publique vers plus de réflexion sur les limites du développement du libre marché.

Nous sommes à 65 jours des élections européennes, il est clair que le mandat de la prochaine commission européenne dans le domaine socio-économique doit élargir l'évaluation des politiques nationales qui ne doivent pas seulement se porter sur l'inflation, le déficit budgétaire, la dette, etc. Dans la révision annuelle du budget, il faut inclure, à partir de l'année prochaine, des critères d'inclusivité et de cohésion sociale parce que la durabilité du développement économique en dépend. Un proverbe chinois dit « si tu veux aller vite, pars seul. Si tu veux y arriver, pars avec tes collègues, avec tes amis ». L'histoire très récente de l'économie européenne montre que cette approche anglo-saxonne de baser tout sur le libre-échange – il faut du libre-échange et l'économie de marché est très puissante, y compris pour distribuer de la valeur ajoutée –, mais il faut l'accompagner de cette inclusivité. Ça a été le propre, après la deuxième guerre mondiale, des économies allemande, scandinave, belge même, voire en partie aussi française. Il faut réintégrer cette démarche-là.

Intervention de Victor Meseguer

Pour commencer, c'est intéressant d'expliquer, en particulier pour les jeunes qui sont très nombreux ici, ce qu'est l'économie sociale et pourquoi elle est attractive et doit l'être pour tout le monde. Premièrement, l'économie sociale, c'est une diversité de formes d'entreprises en Europe et partout dans le monde. Des entreprises différentes, des coopératives, des mutuelles, les associations, les fondations, les entreprises sociales entre autres. Dans chaque pays, il y a une diversité d'acteurs de l'économie sociale. Ces acteurs sont unis autour de valeurs puissantes qui ont été citées tout à l'heure : la primauté de la personne et de l'objectif social par rapport au capital, la démocratie, la gouvernance démocratique de ces entreprises et associations et le réinvestissement de la plupart des bénéfices pour assurer des objectifs de développement durable dans les entreprises et dans les territoires au sein desquels ces entreprises opèrent.

Cette alliance d'acteurs différents est extrêmement puissante en Europe et dans le monde. En Europe, ces entreprises représentent 2,8 millions d'entreprises qui emploient 13,6 millions d'Européens et qui représentent ensemble 8 % du PIB européen. L'économie sociale et solidaire a mieux résisté pendant la crise économique parce que ce sont des entreprises qui visent le long terme, qui réinvestissent dans l'humain (les travailleurs sont au centre). C'est donc une économie plus résiliente, plus résistante. Mais pas seulement... Dans beaucoup de pays européens, l'économie sociale a créé des emplois pendant la crise. En Espagne, entre 2008 et 2011, 300.000 emplois ont été créés par l'économie sociale. Dans un contexte de destruction massive d'emplois dans mon pays (je suis espagnol), l'économie sociale a créé 300.000 emplois à travers pas mal de nouvelles entreprises. Beaucoup d'entre elles sont des reprises d'entreprises qui avaient fermé par les travailleurs sous forme coopérative.

Pourquoi l'économie sociale est-elle attractive ? Parce qu'elle a toujours été un vecteur d'innovation sociale, aujourd'hui et depuis son origine. Les exemples comme le groupe Terre, le Groupe Up aident beaucoup à comprendre ce qu'est l'économie sociale. Pas uniquement les discours, les valeurs. Il faut voir comment ça marche. Au XIXe siècle, un groupe de 28 travailleurs industriels du domaine du tissu à Rochdale, un petit village près de Manchester, ont créé la première coopérative moderne. Pourquoi ? En pleine révolution industrielle, ces ouvriers avaient vraiment des difficultés à accéder à des aliments justes à des prix justes (*honest food at honest prices*). Dans ce contexte de révolution industrielle, ce n'était pas comme maintenant, on n'allait pas au Carrefour acheter des tomates. Premièrement, ce n'était pas si accessible pour les travailleurs et deuxièmement, c'était de mauvaise qualité. Donc ils ont créé cette coopérative qui est un exemple d'innovation sociale. Au moins trente ans avant le suffrage universel, dans cette coopérative, tous les membres – hommes et femmes – votaient pour prendre les décisions. Avant le suffrage universel, avant le mouvement suffragiste, l'économie sociale a pratiqué le suffrage universel.

L'économie sociale, c'est l'économie des citoyens. Ce sont des citoyens qui cherchent des solutions innovantes à leurs difficultés. Aujourd'hui, pourquoi sommes-nous un vecteur d'innovation sociale ? Parce qu'on donne des réponses à l'exclusion des personnes les plus vulnérables. Le groupe Terre le fait. Parce qu'on donne des solutions à la nécessaire transition écologique en étant des acteurs de l'économie circulaire, mais en étant aussi des acteurs de la transition énergétique. Beaucoup de citoyens en Europe qui ne peuvent pas accéder à de l'énergie renouvelable créent des coopératives d'énergie renouvelable. Ce sont eux-mêmes des acteurs de la transition énergétique. Beaucoup d'Européens qui se rendent compte que le secteur bancaire ne finance pas l'économie réelle et qu'il y a peu de transparence créent des coopératives bancaires ou créent des banques éthiques et alternatives pour s'assurer que leur argent est investi de manière éthique. Cela montre qu'un peu partout l'économie sociale est vectrice d'innovation sociale et écologique. Les citoyens d'Europe donnent des solutions à leurs problèmes. Des problèmes qui peuvent être très sophistiqués comme la transition écologique, mais aussi des problèmes d'emploi. Si demain, vous avez une expertise professionnelle et que vous n'êtes pas capable d'accéder au marché de l'emploi, vous pouvez vous employer à travers la création d'une coopérative. Tout seul, ce sera difficile, mais si vous le faites ensemble, ce sera beaucoup plus facile d'y arriver, comme le disait M. Leterme. Si votre entreprise ferme, les travailleurs peuvent la reprendre pour assurer leur emploi et la continuité de l'entreprise. Parce que les entreprises ne ferment pas toujours pour des problèmes de durabilité économique de l'entreprise. Souvent elles ferment parce que les bénéfices ne sont pas au niveau attendu par les actionnaires. Nous, ce problème, on ne l'a pas. On doit être concurrentiel, on doit être dans le marché. On doit avoir des bénéfices, mais notre obsession n'est pas la maximisation des bénéfices. Notre obsession c'est nous, les employés, par exemple à travers les SCOP, les coopératives de travail.

Nathalie Croisé

Vous avez commencé en disant que l'économie sociale et solidaire faisait de la démocratie avant qu'on en parle à travers le suffrage universel. Mais quel rôle pourrait-elle jouer auprès des pouvoirs publics, quelle stratégie pourrait-elle avoir ?

Victor Meseguer

C'est une question naturelle à faire à Social Economy Europe qui est un peu le lobby de l'économie sociale en Europe. Quels sont les défis ? Le premier défi, c'est la mixité. Il faut comprendre que, dans le marché, il y a une diversité d'animaux, pas seulement un seul animal. Les écosystèmes avec un seul animal sont par définition des écosystèmes pauvres. Nous, on veut des écosystèmes riches, plus concurrentiels. La diversité est un moteur de concurrentialité et de croissance. Or souvent les citoyens et les institutions ne sont pas conscients de cette diversité d'animaux, de cette diversité de formes d'entreprises. Parce qu'on a parfois

tendance à simplifier les choses. Il faut que des projets supranationaux comme l'Union Européenne et d'autres reconnaissent qu'il y a une diversité de formes d'entreprises. Ça, c'est la reconnaissance juridique, institutionnelle.

D'un autre côté, il faut de la visibilité en Europe et dans le monde. Les entrepreneurs, les gens comme vous lorsqu'ils vont créer leur entreprise, doivent savoir qu'il n'y a pas qu'une seule façon de faire entreprise. Toutes les formes d'entreprises sont très légitimes. Nous, on n'a pas non plus le monopole du social, on n'est pas non plus les meilleurs du monde. Mais dans la diversité d'acteurs différents, certaines entreprises sont, par nature, plus orientées vers la maximisation des bénéfices et d'autres mettent plutôt les personnes au centre. Attention, les bénéfices sont importants aussi parce que sinon les entreprises ferment et sont exclues des marchés. Ça, les citoyens doivent le savoir en Europe et dans le monde. Et pour ce faire, il faut des campagnes de visibilité. Il faut que l'économie sociale s'organise mieux et soit plus capable de faire des campagnes de visibilité au niveau européen et au niveau international. Des exemples comme le Groupe Up, comme TESS, Mondragon en Espagne, les exemples de grandes entreprises d'économie sociale sont très bons pour donner de la visibilité, mais on doit encore faire un effort pour que l'ensemble des citoyens européens et du monde connaissent l'économie sociale. Et surtout, dans beaucoup de pays, on ne permet pas à l'économie sociale ou à beaucoup de formes juridiques d'économie sociale d'exister. C'est vrai en Europe, mais surtout c'est vrai ailleurs. Donc il faut accompagner les autorités publiques, il faut des institutions qui accompagnent les autorités publiques pour développer le cadre juridique permettant aux citoyens d'entreprendre aussi à travers l'économie sociale. Pour ce faire, au niveau international par exemple, on a maintenant l'opportunité de faire une résolution des Nations Unies sur l'économie sociale. C'est extrêmement important parce que cette résolution sera un instrument pour l'ensemble des gouvernements du monde pour savoir comment on implémente et on élabore des politiques publiques d'économie sociale et des lois d'économie sociale. Une bonne Résolution des Nations Unies sur l'économie sociale aiderait les gouvernements nationaux, mais aussi les administrations publiques locales, régionales, etc.

Et au niveau européen, nous avons le Mémoire de Social Economy Europe, que nous venons de sortir en janvier. Il reprend dix demandes à la prochaine Commission Européenne et au prochain Parlement Européen. Notre demande principale, c'est un plan d'action pour mettre en place des mesures européennes en faveur de l'économie sociale. En Europe, il y a de plus en plus d'intérêt pour l'économie sociale et de plus en plus de gouvernements veulent faire des politiques publiques d'économie sociale et des lois d'économie sociale. Il faut que la Commission les accompagne et les aide à comprendre ce qui existe déjà en Europe.

De quelle mondialisation rêvez-vous ?

Yves Leterme

D'une mondialisation partagée naturellement. S'il est important pour l'économie sociale de changer d'échelle, il est tout aussi important de faire imbiber les principes de votre secteur, entre autres une plus grande démocratisation, par les grandes multinationales, les grands blocs économiques qui sont actifs dans l'économie de marché de façon ouverte. Encore une fois, on voit par exemple au sein de l'Union Européenne que les économies qui ont une tradition d'inclusion et de démocratie sociale et économique sont les plus performantes au niveau de la lutte contre le chômage. Ce n'est pas l'Espagne ou la France qui sont les plus performantes, c'est la Suède. Ce sont les politiques économiques, les démarches d'entreprises qui prennent en compte tous les intérêts et qui, au niveau de la gestion, donnent une plus grande place au travail qu'au capital qui obtiennent les meilleurs résultats. Sans entrer dans une lutte idéologique, on peut voir les choses de manière très pragmatique : si on veut progresser comme entreprise, il faut valoriser

toutes les ressources. De plus en plus, la ressource principale de l'entreprise, c'est la ressource humaine. Il y a des pays, des modèles économiques qui sont un peu à la traîne. C'est la raison pour laquelle je crois que la nouvelle Commission Européenne devrait intégrer dans l'évaluation des budgets, dans l'évaluation annuelle de la cohésion économique au sein de la zone euro, des critères d'inclusion, de formation, d'offre d'emploi, de la place qu'on donne à l'économie sociale comme une façon d'imbiber l'économie en général de ses principes.

Victor Meseguer

Tout à fait d'accord avec M. Leterme. Et c'est intéressant d'ajouter que nous avons des instruments que la Commission actuelle a mis en place, certes imparfaits, mais qui tendent vers cet objectif, comme le Socle européen des droits sociaux.

En avril, Social Economy Europe participe à un événement à Texel dans le cadre d'un festival qui s'appelle Democracy Alive avec la confédération européenne des syndicats, avec la CECOP, les coopératives industrielles et de service et avec la Plateforme Sociale Européenne. Ce festival a pour objectif de mobiliser les jeunes en vue des élections européennes. L'événement conjoint doit défendre ce Socle Social comme instrument pour construire une Europe plus juste, avec moins d'inégalités. Parce que l'objectif principal de ce socle, c'est de retrouver la convergence économique qu'on a perdue pendant la crise, à travers la gouvernance économique de l'économie sociale de l'Union Européenne. Les inégalités ont augmenté en Europe, les différences entre pays ont augmenté. Ça met sous tension nos sociétés et le projet de l'Union Européenne. Donc c'est un bon instrument au niveau européen pour construire une meilleure mondialisation. Les salaires finalement en Hongrie et en Belgique ne devraient pas être si différents. Au moins l'abondance devrait être pareille dans tous les pays, pas que la différence s'accroisse. C'est un premier pas intéressant de cette Commission. Espérons que la prochaine fera mieux.

Une économie sociale et solidaire mondialisée : quelles solutions ?

Après toutes ces interventions, nous allons maintenant tenter de dresser ensemble des pistes et actions concrètes pour une mondialisation positive.

Intervention d'Isabelle Ferreras

Isabelle Ferreras n'a pas pu être présente aujourd'hui, mais elle nous livre par vidéo une piste pour un changement d'échelle des entreprises d'économie sociale et solidaire : le bicamérisme économique, une notion qu'elle a développée plus particulièrement dans son livre *Gouverner le capitalisme*⁴. Ce système propose de mettre en place deux chambres pour gouverner l'entreprise : une *Chambre des représentants des apporteurs en capital* et une *Chambre des représentants des investisseurs en travail*.



Figure 4 — Intervention d'Isabelle Ferreras — Cette vidéo est disponible ici : <https://youtu.be/FrbaOHRUUB0>

Plénière

Yves Leterme

À 300 kilomètres d'ici, dans le Nord, on voit que des grandes et des petites entreprises sont appropriées par des personnes qui apportent leur créativité, l'innovation, le travail. Il y a une approche beaucoup plus horizontale que dans les entreprises du Sud de l'Europe ou que dans les entreprises anglo-saxonnes. Chacun est respecté pour ce qu'il apporte à l'entreprise. En Suède par exemple, il y a des évaluations, on écoute autant le patron que l'employé. C'est une autre mentalité, le modèle rhénan qui a été développé en France, en Allemagne ; il a été mis de côté durant les 20-30 dernières années par l'omniprésence de cette approche de libre-échange, d'économie de marché anglo-saxonne. Je disais de façon un peu cynique que le Brexit allait nous donner l'opportunité d'à nouveau renforcer cette approche typiquement européenne de l'économie où la valeur ajoutée est partagée, qui socialement et économiquement est beaucoup plus durable. Vous avez donné l'exemple de H&M, il y a beaucoup d'entreprises où on est en train d'assister à un basculement. Les entreprises doivent vendre et ont besoin des citoyens. Si, à un certain moment, les citoyens, par une conscientisation, disent qu'ils ne sont plus intéressés par le produit parce qu'ils voient ce qui se passe dans l'entreprise, dans la façon de produire, dans la répartition des profits... c'est mortel pour une entreprise. Moi, dans les parties du globe où l'économie se porte bien, à la base de ça, il y a une

⁴ Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique*, septembre 2012, Paris : Presses universitaires de France.

cogestion, une plus grande implication des travailleurs dans la gouvernance des entreprises, un renforcement des droits démocratiques du travailleur dans les entreprises. Je vais vous donner un exemple pratique : je suis administrateur d'une société allemande de télécom. En Europe, on a une consolidation énorme des télécommunications. En Allemagne aussi, on a essayé de regrouper les entreprises, on a eu des plans sociaux très importants, mais qui ont été codécidés par les employés de l'entreprise. L'entreprise en a souffert, mais elle vit toujours, elle fait à nouveau des profits et ceux-ci sont répartis de façon plus équitable que ce ne serait le cas au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Ça peut fonctionner et ça fonctionne dans certaines grandes entreprises à 200 kilomètres d'ici.

Nathalie Croisé

Vous le disiez, dans le monde de la mode, on vend moins ou différemment. Le marché de la seconde main est en train de se développer.

Yves Leterme

Les choses sont en train de se bousculer. Avant, dans les supermarchés, le bio était caché dans un petit coin, entre deux-trois boîtes, d'aspect peu engageant. Maintenant, c'est devenu 15-20 % du chiffre d'affaires. C'est plutôt la production qui a du mal à suivre. C'est quelque chose qui est apparu ces cinq-dix dernières années. Il faut essayer de renforcer cette conscientisation, les entreprises n'auront aucun autre choix que de suivre. Si elles ne le font pas, elles ne sont plus dans le coup.

Eva Cantele

Une des pistes pour moi d'une mondialisation plus positive serait justement de vigiler, de réguler, d'influencer les agissements de ces gagnants de la mondialisation, un concept que j'ai développé tout à l'heure. Ces entreprises multinationales doivent nous rendre des comptes, en tant qu'individus, consommateurs, citoyens. Il y a de nombreuses initiatives normatives qui ont été prises, notamment la RSE⁵. Dernièrement il y a une avancée en cette matière au niveau du système onusien, c'est la rédaction d'un traité sur les entreprises et les droits de l'Homme qui est un traité bipartite entre l'obligation de l'état de protéger ses citoyens, la responsabilité de l'entreprise de respecter les droits de l'Homme et enfin des accès à des voies de recours dans l'hypothèse où les droits humains seraient violés. Ce serait une première piste.

La deuxième, celle que j'ai mentionnée dans l'introduction, ce serait de faire un contrepoids aux intérêts des plus forts, de faire valoir la voix des plus vulnérables, des plus faibles. Ça, on a vu que ça avait été impulsé la semaine dernière quand autant d'étudiants, de lycéens, de collégiens sont sortis dans la rue. C'est vraiment un mouvement social global qui se crée et qui se place à côté de personnes comme des journalistes, des lanceurs d'alerte, des défenseurs des droits de l'homme, des ONG qui dénoncent l'ordre des choses et qui le mettent en péril. C'est une remise en question de l'ordre établi. Donc il faut oser agir, soit individuellement, soit collectivement. Porter des convictions, porter des causes. Nous, les jeunes, nous sommes à la fois les victimes et à la fois les acteurs de cette mondialisation, il faut s'en saisir.

William Wauters

Aujourd'hui, j'ai entendu des propos vraiment très importants, très intéressants. On a parlé de toute cette diversité au sein de l'économie sociale, on a parlé aussi de l'importance de faire passer ces valeurs au sein de l'économie « classique ». Au niveau de Terre, je pense que nous étions beaucoup plus radicaux il y a 30 ans qu'aujourd'hui. Le fait d'être dans des fédérations notamment, comme Ressources ou l'USCOP, nous a

⁵ Responsabilité Civile des Entreprises

fait pas mal évoluer à ce sujet-là. Cette diversité dans les modes de fonctionnement des entreprises doit pouvoir exister. Et aujourd'hui, je dois dire que chez Terre, nous sommes des hors-la-loi. Nous sommes 450 travailleurs, nous n'avons pas de conseil d'entreprise, nous n'avons pas de comité pour la Prévention et la Protection au Travail. Nous sommes des hors-la-loi sans l'être puisque tous les quatre ans, nous organisons les élections sociales et comme apparemment notre système participatif marche bien, il n'y a pas de travailleurs qui s'inscrivent sur les listes donc il y a un PV de carence, mais aujourd'hui le cadre légal ne permet pas une diversité de fonctionnement dans les entreprises. On ne peut pas avoir des entreprises qui vont vers plus de démocratie directe. Il y a un seul et unique modèle. La réforme du code des sociétés part d'une très bonne intention puisqu'elle donne plus de facilités pour entreprendre... mais quand on va dans la simplification, on fait aussi parfois des choses moins bonnes. Avant chaque entreprise pouvait afficher clairement sa finalité sociale, aujourd'hui ce n'est plus possible. Il n'y a que les coopératives agréées qui peuvent afficher clairement leur finalité sociale. À ce point de vue-là, c'est un recul. Au niveau de la loi, ici en Belgique, si on pouvait intégrer plus de souplesse dans le fonctionnement et si on pouvait remettre cette finalité sociale sur le devant de la scène, ce serait très important.

Arnaud Breuil

Je voudrais réagir par rapport à l'intervention d'Isabelle Ferreras. Les pistes qui sont évoquées sont intéressantes, bien que théoriques. Elle utilise d'ailleurs beaucoup le conditionnel. Ce qu'a dit Victor Meseguer tout à l'heure est un élément sur lequel il est important de revenir, la question du financement des entreprises. Nous sommes des entreprises de personnes, mais bien évidemment on a une activité économique donc on a vocation à réaliser des bénéfices. La différence entre les entreprises d'économie sociale, les coopératives en particulier, et les entreprises classiques, c'est l'utilisation que nous faisons de ces bénéfices. Généralement il y a ce qu'on appelle une part-travail, c'est-à-dire une juste répartition de ces bénéfices entre tous les salariés. Tous les ans, 45 % des résultats sont répartis sous forme d'un accord de participation de façon totalement équitable entre tous les salariés de l'entreprise, c'est-à-dire que notre PDG va recevoir autant que le salarié qui a été embauché six mois auparavant sur le plus bas niveau de l'échelle de rémunération de l'entreprise. Évidemment on a une échelle de rémunération, comme dans toute entreprise, mais l'écart entre le plus haut et le plus bas salaire est plus réduit. Ce n'est pas sur ce point-là que je voulais insister, par rapport à la vidéo qu'on a vue tout à l'heure. C'est sur l'autre utilisation qu'on fait de nos résultats. Au-delà de ce partage, nos résultats ont vocation à pérenniser l'entreprise. La part la plus importante des résultats de l'entreprise a vocation à être réinvestie (on appelle ça provision pour investissements, réserve impartageable) et donc à assurer la pérennité et le développement économique de l'entreprise.

L'illustration concrète, c'est effectivement celle qu'a vécue le Groupe Up. La raison pour laquelle nous ne nous sommes pas autant développés à l'international les premières années, c'est tout simplement qu'on n'avait pas la possibilité de faire appel au marché pour se développer. La seule capacité d'investissement que nous avons, c'était celle qu'on avait constituée sur la base de nos réserves. On a réussi par notre développement, année après année, à créer un cercle vertueux et c'est ce que font la plupart des grandes coopératives qui réussissent à investir aujourd'hui. Nous ne nous endettons pas, ou en tout cas dans des proportions très limitées par rapport à des entreprises classiques, pour nous développer. Nous ne sommes pas dépendants d'actionnaires extérieurs. Donc les choix que nous faisons en matière d'investissement sont guidés par la volonté d'assurer la pérennité et le développement durable de l'entreprise. Nous sommes rentables parce que nous sommes durables et nous sommes durables parce que nous sommes rentables. Les deux ne sont pas antinomiques.

Et là, ça me fait rebondir sur un autre élément qui rejoint aussi les conclusions qu'Yves Leterme a pu faire et qui elles-mêmes rejoignent ce que vient de dire Eva. C'est le fait que nous avons aussi un rôle d'aiguilleur

en tant qu'acteur d'économie sociale et solidaire. Notre volonté – même si ça a peut-être été celle des pionniers au XIX^e siècle – n'est pas de faire la révolution. Quand on dit coopérative dans certains pays d'Europe de l'Est encore aujourd'hui, même si les choses ont évolué, on a souvent tendance à provoquer une réaction épidermique. Et beaucoup d'acteurs, y compris d'acteurs militants, pensent qu'on va les ramener au temps du collectivisme. Alors qu'on l'a dit, un des principes, c'est l'indépendance et l'autonomie. Mais en tout cas, c'est important de considérer aujourd'hui que les acteurs de l'économie sociale et solidaire, et notamment sur la question de la responsabilité sociétale des entreprises, ont un rôle d'aiguilleur. Non seulement nous devons être irréprochables, mais nous devons aussi être exemplaires.

Le Groupe Up ne fait pas exception : on n'a plus de direction de la RSE. C'est le groupe qui est engagé. On a des programmes, un programme économique, un programme social, un programme sociétal avec des actions de mécénat, achats responsables et un programme environnemental. En tant qu'entreprise, on a considéré – et c'est le cas de beaucoup de SCOP, notamment quand elles sont grandes et qu'elles ont la capacité d'investir sur ces questions-là (pas seulement financièrement, aussi humainement) – qu'on a un impact environnemental. Donc on a décidé non seulement, bien évidemment, de faire des bilans carbone, de réduire notre empreinte, mais également, et c'est le cas depuis 2018, de compenser intégralement notre empreinte carbone. Je pense que l'exemplarité des acteurs de l'économie sociale et solidaire, elle se joue aussi là-dessus. C'est grâce à ça qu'on arrivera à transformer l'économie mondiale.

Un dernier point : on parlait tout à l'heure de création d'emploi. En France, en 2017⁶, c'est 4.000 emplois nets qui ont été créés dans les SCOP. C'est encore petit puisqu'il n'y a que 60.000 emplois dans les SCOP en France, mais il y a une vraie dynamique. Victor l'a dit tout à l'heure, pendant la crise économique, on n'a pas perdu un emploi. Depuis 2008, la courbe du chômage a augmenté en France et dans la même période, le taux d'emploi dans les SCOP avait tendance à augmenter. C'est peut-être un des aspects positifs de la crise économique et financière de 2008, avec cette déconnexion entre la finance d'un côté et l'économie réelle de l'autre, c'est que les acteurs économiques qui arrivaient à conjuguer les deux ont réussi à démontrer par l'exemple leur meilleure résilience. Ce n'est pas de la théorie ou de la doctrine, c'est du pratique, du quotidien, des résultats qui nous permettent de répondre aux aspirations de la société, aux consommateurs et de faire qu'ils puissent aussi s'investir dans des projets économiques qui ont du sens.

Victor Meseguer

[Un problème technique au moment de la dernière intervention des participants nous a empêché d'avoir l'enregistrement complet du colloque]

⁶ Chiffres arrêtés ; en 2018 la tendance est à peu près la même.

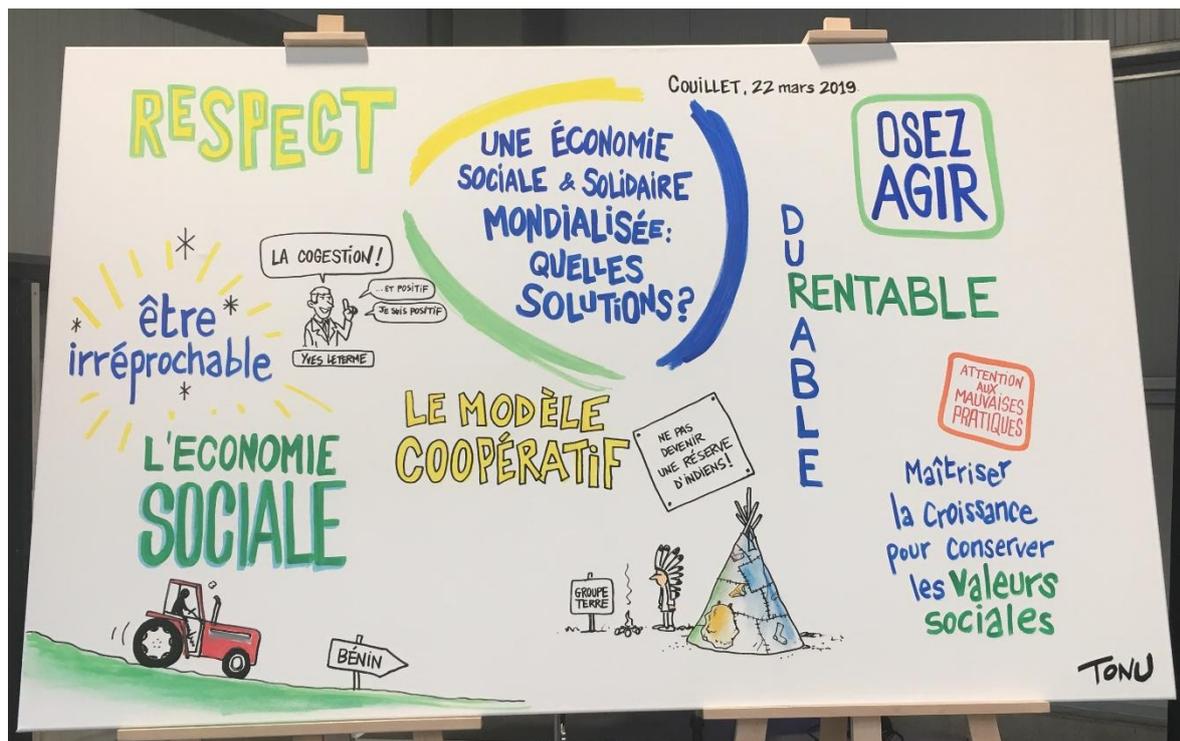


Figure 5 — Fresque réalisée lors de la plénière — Colloque Groupe Terre asbl — 22 mars 2019

Annexes

Présentation des structures représentées

ESS-SSE Forum International

EVA CANTELE, COORDINATRICE

Au sein d'une économie plurielle et sur tous les continents, ESS Forum International valorise et promeut l'Économie Sociale et Solidaire, vecteur d'efficacité sociale, citoyenne, environnementale et économique. Depuis plus de 10 ans, ce réseau international est un véritable laboratoire d'idées au service de trois champs d'action :

1. Rassembler les leaders et acteurs de l'ESS, parce que le partage et la volonté de construction commune sont l'essence même de ce modèle ;
2. Coconstruire des projets durables et inclusifs, parce que les initiatives concrètes sont autant de preuves par l'exemple que l'ESS est vecteur d'efficacité sociale, citoyenne, environnementale et économique ;
3. Influencer les politiques et agendas pour l'ESS, parce que le développement de ce modèle performant et résilient sur tous les continents passe par sa reconnaissance sur la scène internationale.

Cosecrétaire permanent du Groupe pilote international de l'Économie Sociale et Solidaire (GPIESS) dont il a impulsé la création, ESS Forum International est accrédité par le Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC) et membre observateur de la Task Force interagences de l'ONU sur l'ESS (UNTFSSSE).

<http://www.essfi.coop>

Groupe Up

ARNAUD BREUIL, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ÉCOSYSTÈME ET ENGAGEMENTS

Up est un groupe coopératif dont l'indépendance lui assure des relations équilibrées et de confiance avec et entre ses parties prenantes, pour lesquelles il aspire à être l'acteur le plus innovant et le plus porteur de sens.

Groupe coopératif, né en 1964 d'une démarche entrepreneuriale et collective, Up est implanté dans 19 pays et se développe grâce à l'énergie de ses 3 500 femmes et hommes qui s'investissent chaque jour dans sa croissance.

Son ADN coopératif affirme sa différence et garantit son indépendance. En choisissant ce modèle coopératif, Up privilégie l'attention à l'autre. C'est cette attention qui guide, au quotidien, le développement de ses produits et services, performants économiquement et socialement justes.

Plus équitable et plus durable, son développement concilie naturellement les dimensions économique, sociale et environnementale.

<https://groupe.up.coop/fr/>

Groupe Terre asbl et TESS GEIE

WILLIAM WAUTERS, PRÉSIDENT

Terre asbl, association fondatrice du groupe Terre, est une importante entreprise d'insertion belge bien connue pour son action de récupération des textiles usagés. Au travers de son activité, elle poursuit les missions suivantes : créer des emplois durables pour des personnes en situation d'insertion ; préserver l'environnement en réduisant les déchets et encourageant une attitude responsable ; développer une activité économique selon les principes de l'économie sociale et solidaire.

Avec plus de 250 travailleurs, l'asbl est confrontée à la nécessité d'inscrire son projet économique dans une dimension internationale si elle veut garantir la pérennité de sa finalité. Dans un contexte mondialisé où le secteur des déchets est en pleine mutation, maintenir la place de l'économie sociale et solidaire dans le secteur nécessite un changement d'échelle. Terre asbl a choisi de franchir ce cap en développant des partenariats aux niveaux national et international. Avec d'autres acteurs de l'économie sociale français, belges, italiens et espagnols, elle a créé le Groupement Européen d'Intérêt Économique **TESS** (Textile within Ethics Solidarity and Sustainability).

Par cette initiative, les membres de TESS souhaitent faire sortir de la marginalité ces entreprises qui participent à la construction d'une filière textile éthique et durable internationale, en visant l'intérêt général plutôt que le profit.

<https://www.groupeterre.org/responsabilite/environnementale>

UCLouvain

ISABELLE FERRERAS, MAÎTRE DE RECHERCHE FNRS, PROFESSEURE

Isabelle Ferreras est Maître de Recherche de la Fondation nationale pour la science belge (F.N.R.S., Bruxelles). Elle est professeure de sociologie à l'Université catholique de Louvain, où elle enseigne au Département de Sciences Sociales et Politiques, à l'Institut des Sciences du Travail et à l'École d'Économie. Isabelle Ferreras est chercheuse du CriDIS (le Centre de recherches interdisciplinaires de la Démocratie, des Institutions, la Subjectivité). Depuis 2004, elle participe au Programme Worklife à la Faculté de droit de Harvard (Cambridge, MA), où elle est maintenant Maître de Recherche. Depuis 2007, elle y mène une recherche dans neuf pays (Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Espagne) et dans toutes les industries qui couvrent les dimensions clés de l'attitude au travail qu'elle a identifiée dans son ouvrage « Critique politique du travail ». Cette analyse a conduit au développement de plusieurs projets de recherche sur le terrain, en particulier avec Julien Charles et Auriane Lamine, sur les organisations en transition démocratique.

<https://isabelleferreras.net/>

IDEA

YVES LETERME, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (ANCIEN PREMIER MINISTRE BELGE)

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale a pour mission de promouvoir la démocratie dans le monde entier, en tant qu'aspiration humaine universelle du développement durable, en soutenant la construction, le renforcement et la sauvegarde des institutions et des processus politiques démocratiques à tous les niveaux.

IDEA croit que la démocratie est une aspiration humaine universelle poursuivie et vécue de différentes façons dans le monde. Ces formes évoluent constamment. Il n'y a pas de modèle de démocratie unique et universellement applicable.

Pour IDEA, fondamentalement, la démocratie est un système dans lequel le gouvernement est contrôlé par le peuple et les citoyens sont considérés comme égaux dans l'exercice de ce contrôle. Au-delà des principes fondamentaux du choix des citoyens et de l'égalité politique des citoyens, les choix les plus importants sont faits et la qualité de la démocratie est mieux évaluée par ceux qui sont directement concernés, les citoyens eux-mêmes.

<https://www.idea.int/>

Social Economy Europe

VICTOR MESEGUER

Social Economy Europe (SEE) a été créé en novembre 2000 sous le nom de CEP-CMAF – la Conférence Permanente Européenne des Coopératives, Mutuelles, Associations et Fondations – afin d'établir un dialogue permanent entre l'économie sociale et les institutions européennes. En 2008, la CEP-CMAF a changé de nom et est devenue officiellement Social Economy Europe. Elle est la voix des 2,8 millions d'entreprises et organisations de l'économie sociale dans l'Union européenne.

Les membres du SEE comprennent les organisations européennes des assureurs mutuels et coopératifs (AMICE) ; les acteurs de santé sans but lucratif et les mutuelles de santé (AIM) ; les coopératives industrielles et de services (CECOP) ; les fondations (EFC) ; les associations d'intérêt général (CEDAG) ; les entreprises sociales d'insertion (ENSIE) ; les institutions paritaires de protection sociale (AEIP) ; les finances et banques éthiques et alternatives (FEBEA) ; les villes et régions européennes pour l'économie sociale (REVES). SEE représente également les organisations nationales d'économie sociale de France (ESS-France), d'Italie (Forum national du tiers secteur), du Portugal (CASES), d'Espagne (CEPES) et de Belgique (ConcertES).

SEE croit en une Union Européenne déterminée à promouvoir le progrès économique et social de ses États membres et qui reconnaît son rôle clé de leader mondial de l'économie sociale.

<https://www.facebook.com/socialeconomyeurope>

Animation du colloque

Nathalie Croisé

Nathalie Croisé est journaliste spécialiste en nouvelle économie et transition écologique. Animatrice de débats et consultante, elle anime notamment des podcasts pour ekopo.fr, le média de l'économie positive.

Tonu

Tonu est cartooniste au sein de Cartoonbase, une agence créative qui génère, clarifie et communique des idées avec des vidéos simples et de beaux dessins.

Après-colloque

Les photos de l'événement sont disponibles ici :

https://business.facebook.com/pg/Groupe.Terre/photos/?tab=album&album_id=10151177021999959

Retrouvez des articles et vidéos en lien avec ces thématiques sur www.groupeterre.org.



Groupe Terre asbl
Rue de Milmort, 690
4040 Herstal

info@groupeterre.org
www.groupeterre.org